

Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

Comité régional de suivi PSN FEADER 2023-2027

Consultation écrite du 29 novembre au 11 décembre 2024

Compte-rendu

Une consultation écrite des membres du Comité régional de suivi portant sur la modification de deux fiches d'intervention et sur une modification de maquette FEADER s'est tenue du 29 novembre au 11 décembre 2024.

Cette consultation a recueilli 7 avis de la part des membres du comité de suivi suivants¹ :

- Conseil départemental du Doubs
- Centre d'études et de ressources sur la diversification
- Communauté de communes du Clunisois
- Jeunes agriculteurs Bourgogne-Franche-Comté
- Confédération paysanne Bourgogne-Franche-Comté
- Conseil départemental de Saône-et-Loire
- Commissariat de massif du Jura

Les Conseils départementaux du Doubs et de Saône-et-Loire indiquent ne pas avoir de remarque à formuler quant aux documents soumis à l'avis des membres du Comité régional de suivi.

L'avis du Commissariat de massif du Jura a été transmis en dehors des délais de la consultation. L'avis transmis donnait son accord pour les modifications proposées.

1. Modification de la maquette régionale FEADER 2023-2027 Bourgogne-Franche-Comté

La modification proposée par l'Autorité de gestion n'appelle pas de commentaire de la part des membres du Comité régional de suivi.

La modification est adoptée et l'intégralité des crédits FEADER initialement attribués au dispositif 73.06 Investissements dans les voies communales ou intercommunales est transféré sur le dispositif 73.06 Investissements dans les dessertes forestières. Par conséquent, le dispositif 73.06 Investissements dans les voies communales ou intercommunales ne sera pas déployé.

Les documents adoptés par le Comité de suivi sont annexés au présent compte-rendu.

¹ Les contributions sont classées par ordre chronologique de réception par l'Autorité de gestion.

2. Modification de la fiche d'intervention Protection des cours d'eau et des sols

- La Communauté de Communes du Clunisois indique :
La CCC souhaiterait que la modification apportée au premier tiret de la liste des investissements ou actions éligibles soit plus précise :
- *la mise en défens de zones sensibles (zone humide, cours d'eau, rivière...) avec les mesures d'accompagnement (terrassement, clôtures, abreuvoirs avec réseaux et pompage, franchissements de cours d'eau, passage à gué...) et travaux connexes de stabilisation de berge (techniques végétales uniquement, p. ex. fascinage), (re)végétalisation, sur les tronçons visés ;*

Réponse de l'Autorité de gestion :

- L'Autorité de gestion prend note de cette remarque sur la nécessité de préciser les actions éligibles et retient la formulation suivante :
 - *la mise en défens de zones sensibles (zone humide, cours d'eau, rivière...) avec les mesures d'accompagnement (terrassement, clôtures, abreuvoirs avec réseaux et pompage, franchissements de cours d'eau, passage à gué...) et travaux connexes de stabilisation de berge en technique végétale sur les tronçons visés (hors enrochement, gabions et palplanche)*

Les autres membres du Comité régional de suivi n'ayant pas émis de remarque sur cette proposition de modification de fiche, la fiche d'intervention 73.02 Protection des cours d'eau et des sols est adoptée avec les propositions de modifications telles qu'explicitées ci-dessus.

Les documents adoptés par le Comité de suivi sont annexés au présent compte-rendu.

3. Modification de la fiche d'intervention Dotation jeunes agriculteurs

- Le Centre d'études et de ressources sur la diversification (CERD) souligne son étonnement quant à « l'absence d'étude de marché pour les projets ayant une composante de diversification, de transformation ou de circuits courts afin d'expliquer la partie « Produits » du plan d'entreprise ». Le CERD souligne qu'il « semble important que l'étude de marché fasse partie intégrante du Plan d'Entreprise, comme par le passé, au bénéfice de la pérennité des projets qui bénéficient d'une installation avec la DJA ».
- Le CERD souhaite également que la liste des adhésions possibles pour bénéficier de la modulation « Implication dans une démarche collective » soit modifiée afin de l'y intégrer.

Réponse de l'Autorité de gestion :

- Le nouveau format du plan d'entreprise à joindre à la demande de Dotation jeune Agriculteur pour la programmation 2023-2027 comporte des items de l'étude de marché telle qu'elle existait sur la précédente programmation. Afin de simplifier le montage des dossiers, ces études de marchés ont donc été reprises pour partie dans le plan d'entreprise. La liste des pièces demandées ne sera pas modifiée.
 - Concernant les actions à réaliser pour bénéficier de la modulation « Implication dans une démarche collective », la proposition faite par le CERD ne peut être retenue car les actions proposées par ce dernier ne correspondent pas aux attendus sur ce critère. L'Autorité de gestion ne retient pas cette proposition.
- Les Jeunes Agriculteurs Bourgogne-Franche-Comté émettent une série de remarques relatives aux différentes propositions de modification :

« Modification page 5, ligne 20

« 5. Innovation : adhésion à un GEDA, CETA, à Bio Bourgogne-Franche-Comté, au réseau DEPHY ou groupe de réflexion 30 000. »

Avis Jeunes Agriculteurs Bourgogne Franche-Comté :

Plein d'autres associations, coopératives... proposent de l'innovation et ne font pas partie de cette liste. En quoi Bio Bourgogne Franche-Comté innove plus que les autres ?

Propositions :

- Retrait de Bio Bourgogne Franche-Comté

OU

- Ajout d'autres associations et/ou coopératives qui innoveraient également.

Modification page 6, ligne 24 (hors tableau)

« 6. Tenir pendant quatre ans une comptabilité de gestion certifiée par un comptable agréé ou attestée par une association de formation collective à la gestion (AFOCG) et la transmettre aux autorités compétentes ; »

Avis Jeunes Agriculteurs Bourgogne Franche-Comté :

L'AFOCG ne réalise pas de contrôle de comptabilité, il ne s'agit pas d'une comptabilité certifiée.

Proposition : retirer l'AFOCG. »

Réponse de l'Autorité de gestion :

Concernant la proposition d'ajouter d'autres associations ou coopératives innovantes, l'Autorité de gestion souhaite limiter cette liste à un nombre restreint de structures.

S'agissant de la proposition de retirer l'AFOCG de la liste des structures permettant de remplir les engagements relatifs à la comptabilité, l'Autorité de gestion maintient sa proposition.

- La Confédération paysanne Bourgogne-Franche-Comté émet plusieurs remarques :

« Nous sommes favorables aux modifications proposées.

En particulier, nous sommes tout à fait satisfaits que le travail des AFOCG soit reconnu. Leur accompagnement des paysan-nes sur les questions de comptabilité et de gestion va dans le sens du développement de leur autonomie décisionnelle, ce qui est primordial de notre point de vue.

De même, nous saluons la reconnaissance du travail des Groupements d'Agriculteurs Biologiques, au même titre que les GIEE et autres collectifs d'innovation.

Autre remarque :

Nous profitons de cette consultation pour rappeler que l'engagement à dégager 1 SMIC de revenu disponible en année 4 (ou en moyenne sur les 4 ans) est évidemment souhaitable,

mais que dans les faits cet objectif est difficile à atteindre pour beaucoup de jeunes installés. C'est particulièrement vrai pour les installations « hors cadre familial », pour certaines productions, dans certains bassins de consommation modestes, et plus encore dans la conjoncture économique actuelle.

Nous restons inquiets de l'application de sanctions pour le non respect de ce critère, sanctions qui seraient vécues comme une double peine et entraîneraient dans bien des cas l'arrêt de l'activité agricole.

Selon nous, ce critère de revenu disponible devrait plutôt être une trajectoire sur un temps plus long (celui de l'échéance des prêts LMT). Ou alors il faut donner dès maintenant les moyens à tou-tes les paysan-nes de dégager un tel revenu dès le début de leur activité : aides PAC à l'actif plutôt qu'à l'hectare, aide forfaitaire aux petites fermes, aide au maintien en Agriculture biologique, Sécurité sociale de l'alimentation, arrêt des accords de libre-échange etc... »

Réponse de l'Autorité de gestion :

L'Autorité de gestion prend note de l'avis favorable de la Confédération paysanne Bourgogne-Franche-Comté. Concernant l'obligation d'atteindre 1 SMIC au terme de la quatrième année d'engagement, ce critère d'éligibilité a été validé par le partenariat dans le cadre des précédentes concertations.

Les autres membres du Comité régional de suivi n'ayant pas émis de remarque sur cette proposition de modification de fiche, la fiche d'intervention 75.01 Dotation Jeunes Agriculteurs est adoptée avec les propositions de modifications proposées.

Les documents adoptés par le Comité de suivi sont annexés au présent compte-rendu.

Pour la Présidente et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint

Olivier RITZ

ANNEXE 1 – Déclinaison régionale de la maquette PSN en Bourgogne-Franche-Comté V2.0 – Adoptée lors de la consultation écrite du Comité régional de suivi du 29 novembre au 11 décembre 2024

Dispositif régionalisé	Intervention PSN	FEADER V2	Cofinancement	Dépense publique
MAEC forfaitaire	70.27	9 581 235	2 395 309	11 976 544
MAEC API "Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles"	70.29	2 521 260	630 315	3 151 575
MAEC PRM "Protection des races menacées"	70.30	902 819	225 705	1 128 524
Investissements dans les unités de méthanisation rurale	73.01	1 355 900	903 934	2 259 834
Investissements pour la diversification des activités et des productions agricoles	73.01	5 693 890	3 795 927	9 489 817
Accompagnement des transitions agroécologiques des productions végétales	73.01	9 256 443	6 170 962	15 427 405
Modernisation et adaptation des exploitations d'élevages au dérèglement climatique	73.01	66 416 928	44 277 952	110 694 880
Protection des cours d'eau et des sols	73.02	2 118 598	529 650	2 648 248
Investissements dans les industries agroalimentaires	73.03	23 713 668	15 809 112	39 522 781
Préservation et restauration des sites Natura 2000	73.04	21 520 000	5 380 000	26 900 000
Investissements dans les dessertes forestières	73.06	7 191 362	4 794 241	11 985 603
Aides aux infrastructures hydrauliques agricoles	73.07	4 000 000	2 666 667	6 666 667
Dotation jeunes agriculteurs - DJA	75.01	37 290 714	24 860 476	62 151 190
Soldes des aides à l'installation en agriculture (programmation 2014-2022)	75.04	5 680 792	3 787 195	9 467 987
Partenariat Européen pour l'Innovation	77.01	6 000 000	1 500 000	7 500 000
LEADER	77.05	39 850 000	9 962 500	49 812 500
Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences dans des domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois	78.01	1 187 625	791 750	1 979 376
Assistance technique		9 800 000	0	9 800 000
Total		254 081 235	128 481 693	382 562 928

ANNEXE 2 – Fiche d'intervention 73.02 Protection des cours d'eau et des sols adoptée lors de la consultation écrite du Comité régional de suivi du 29 novembre au 11 décembre 2024

73.02 Protection des cours d'eau et des sols

Objectifs de l'intervention

Cette intervention a pour objectif de soutenir les investissements non productifs de préservation des berges et de lutte contre le ruissellement. La mise en place de ces opérations permet de stabiliser les sols et les berges pour retrouver une qualité de l'eau et des milieux favorables aux usages.

Description de l'intervention

Liste des investissements ou actions éligibles

Les coûts éligibles portent sur les dépenses en lien avec au moins un des thèmes suivants :

- la mise en défens de zones sensibles (zone humide, cours d'eau, rivière...) avec les mesures d'accompagnement (terrassement, clôtures, abreuvoirs avec réseaux et pompage, franchissements de cours d'eau, passage à gué...) et travaux connexes de stabilisation de berge en technique végétale sur les tronçons visés (hors enrochement, gabions et palplanche) ;
- l'implantation de haies, d'alignements d'arbres intra-parcellaires et d'éléments arborés linéaires ou en bosquets (par exemple : matériel végétal, paillage, protection des plants, travaux de préparation du sol, création de talus, travaux de plantation, travaux sur les haies et arbres implantés qui ne s'apparentent pas à de l'entretien, matériel pour la plantation, pour la protection des plants et pour l'entretien des haies...);
- la restauration de milieux spécifiques (par exemple : matériel de colmatage de drains en zone humide, travaux de remise en état de milieux spécifiques) ;
- la mise en place de dispositifs antiérosifs de type fascines si elles sont combinées à une plantation de haies hydrauliques, destinés à ralentir les ruissellements et/ou les coulées boueuses ;
- la restauration de murets hors berges de rivières et de mares (par exemple : travaux de remise en état et petit matériel spécifique,...) dans le cadre de projet à l'échelle du bassin versant pour lutter contre l'érosion ou en mesure compensatoire de la mise en défens ;
- aménagements pour la restauration de la qualité de l'eau (par exemple : aménagement végétalisé des exutoires de drains et fossés de drainage, bassins tampons végétalisés hors vocation gestion des crues et rétention de l'érosion des sols tel que pratiqué en viticulture par exemple) ;
- lamier d'élague,
- les frais généraux liés à ces actions, assistance à maîtrise d'ouvrage et/ou maîtrise d'œuvre associé aux investissements (prestation facturée), ainsi que les études à visée opérationnelle débouchant sur des travaux.

Les travaux préalables de préparation de chantier éligibles seront limités au besoin du chantier.

Inéligibilités

Sont exclus :

- les coûts d'entretien des plantations ;
- les travaux, investissements ou équipements de simple remplacement ;

- les investissements de mise aux normes en vigueur au moment de l'appel à candidatures ou nécessaires à une obligation légale ou réglementaire (compensation suite à destruction/constat d'arrachage...) ;
- les investissements financés dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ;
- les matériels d'occasion et les consommables ;
- la location-vente de matériels ;
- les taxes, redevances et impôts inhérents au projet (TVA...) ;
- les frais salariaux ;
- les dépenses liées à la main d'œuvre en autoconstruction ;
- les travaux financés par les fonds Natura 2000 ;
- les actions d'entretien des infrastructures agroécologiques qui relèvent des MAEC ;
- les actions relevant de la mise en œuvre d'obligations réglementaires, y compris les mesures compensatoires prescrites dans le cadre de procédures réglementaires ;
- tout équipement autre que le lamier d'élagage ;
- l'ensemble des coûts rendus inéligibles par les règlements européens et notamment ceux énumérés à l'article 73 du règlement européen n°2021/2115 :
 - a) l'acquisition de droits de production agricole ;
 - b) l'acquisition de droits au paiement ;
 - c) l'achat de terrain pour un montant supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrain aux fins de la protection de l'environnement et de la préservation des sols riches en carbone, ou de l'achat de terrain par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles versées au bénéficiaire final ou, dans le cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;
 - d) l'acquisition d'animaux et l'acquisition de plantes annuelles ainsi que la plantation de ces dernières, à des fins autres que :
 - i. la reconstitution du potentiel agricole ou forestier à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;
 - ii. la protection des animaux d'élevage contre les grands prédateurs ou l'utilisation dans la sylviculture en lieu et place des machines ;
 - iii. la reproduction des races menacées au sens de l'article 2, point 24), du règlement (UE) 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil au titre des engagements visés à l'article 70 ; ou
 - iv. la préservation des variétés végétales menacées d'érosion génétique au titre des engagements visés à l'article 70 ;
 - e) les intérêts débiteurs, sauf en ce qui concerne des subventions accordées sous la forme de bonifications d'intérêts ou de contributions aux primes de garantie ;
 - f) des investissements dans des infrastructures à grande échelle, telles qu'elles sont déterminées par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC, ne relevant pas des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux définies à l'article 32 du règlement (UE) 2021/1060, à l'exception du haut débit, des mesures de prévention des inondations ou de protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques susceptibles de se produire ;
 - g) les investissements dans le boisement non compatibles avec des objectifs en matière d'environnement et de climat conformes aux principes de gestion durable des forêts tels qu'ils sont définis dans les lignes directrices paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.

Conditions d'éligibilité

L'investissement doit être réalisé sur le territoire de la Région Bourgogne-Franche-Comté et sur une surface agricole.

Pour l'acquisition de matériel, le lieu de réalisation de l'investissement est défini par la localisation du siège social du bénéficiaire qui doit être situé en Région Bourgogne-Franche-Comté.

Pour les projets portés par des exploitations agricoles, celles-ci doivent avoir leur siège social en Bourgogne-Franche-Comté.

Dans les sites Natura 2000, les travaux éligibles devront être conformes aux dispositions des documents d'objectifs des sites Natura 2000.

Les investissements doivent être associés à un projet global en faveur de l'environnement validé par l'animateur du contrat de territoire ; il doit attester de la cohérence de l'opération avec le projet global de territoire et/ou son articulation avec d'autres opérations.

Les travaux sur les haies et arbres implantés sont conditionnés au caractère obligatoire de cette dépense afin de garantir les objectifs initiaux de l'investissement.

Le matériel est éligible uniquement pour les structures collectives telles par exemple les CUMA ou les collectivités.

Bénéficiaires éligibles

Peuvent bénéficier de l'aide :

- les agriculteurs personnes physiques ;
- les agriculteurs personnes morales dont l'objet est agricole (sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SARL, etc.) ;
- les structures collectives (CUMA, Groupement d'Intérêt Economique) ;
- les établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche, les fondations, associations et organismes de réinsertion sans but lucratif détenant une exploitation agricole et exerçant une activité agricole.
- les associations dont les associations syndicales autorisées,
- les établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements, les syndicats mixtes, les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux.

Lignes de partage PSN

Fiche d'intervention 70.27 : les actions d'entretien des infrastructures agro-écologiques ne sont pas éligibles à cette mesure, elles relèvent de la MAEC forfaitaire « Transition des pratiques ».

Fiche d'intervention 73.01 : les investissements productifs agricoles relèvent des fiches d'intervention 73.01.

Fiche d'intervention 73.04 : les travaux financés par Natura 2000 ne sont pas éligibles à cette mesure, ils sont éligibles dans le cadre de la fiche intervention 73.04 « Préservation et restauration des sites Natura 2000 ».

Lignes de partage FESI

FEDER : l'aide accordée au titre de l'intervention « Protection des cours d'eau et des sols » n'est pas cumulable avec une aide accordée au titre du FEDER pour un même projet.

Nature et montant de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

Taux d'aide

Taux de base

Le taux d'aide publique est de 80% dans le cas général.

Majoration

Une majoration est accordée pour les associations de protection de l'environnement agréées : 100%

Calcul du montant de la subvention

Plancher

Il n'y a pas de plancher pour cette intervention.

Plafond

Il n'y a pas de plafond pour cette intervention.

Sur-plafond

Il n'y a pas de sur-plafond pour cette intervention.

Modalités de mise en œuvre

Cette intervention est mise en œuvre via des appels à projets.

Modalités de versement

Les acomptes ne sont pas possibles pour cette intervention.

Le cofinancement est assuré en paiement associé ou dissocié.

Les avances ne sont pas autorisées sur cette intervention.

Modalité de sélection des dossiers

Les projets sont sélectionnés régionalement à la suite d'appels à projets.

La sélection s'opère en priorisant les dossiers selon les critères suivants :

- notation « diagnostic » ;
- notation « agroécologie » ;
- notation « ampleur des résultats attendus ».

Informations complémentaires de la fiche d'intervention

Fiche PSN à laquelle cette intervention est rattachée

77.02 Investissements non-productifs on-farm

Comité régional de suivi ayant validé cette fiche

Version 1 - Comité régional de suivi du 21 mars 2023

Version 2 – Consultation écrite du Comité régional de suivi du 29 novembre au 11 décembre 2024

ANNEXE 3 – Fiche d'intervention 75.01 Dotation jeunes agriculteurs adoptée lors de la consultation écrite du Comité régional de suivi du 29 novembre au 11 décembre 2024

75.01 Dotation jeunes agriculteurs (DJA)

Objectifs de l'intervention

Cette mesure a pour objectif de soutenir l'installation de jeunes agriculteurs, en tenant compte des spécificités de chaque territoire notamment dans les zones en déprise, en soutenant également les filières en déficit de renouvellement et peu attractives. Cette mesure vise à encourager une agriculture de proximité en encourageant particulièrement les projets créateurs de valeur ajoutée, l'agroécologie et l'implication dans une démarche collective dans le but de s'intégrer dans une communauté et éviter l'isolement.

Description de l'intervention

Liste des investissements ou actions éligibles

La DJA permet de soutenir les installations comme chef d'exploitation agricole qui se réalisent :

- à titre principal, lorsque le revenu disponible agricole du bénéficiaire est au moins égal à 50% de son revenu professionnel global,
- ou à titre secondaire, lorsque le revenu disponible agricole du bénéficiaire est compris entre 30% et 50% de son revenu professionnel global,
- ou dans le cadre d'un dispositif d'installation progressive, ce qui permet à l'agriculteur de développer progressivement son projet pour disposer, en fin de projet, d'une exploitation viable et d'un revenu disponible agricole au moins égal à 50 % du revenu professionnel global à l'issue du plan d'entreprise.

Le projet d'installation doit être éligible sur toute la durée des engagements.

Les pré-installations sont éligibles uniquement pour les cotisants solidaires et les indivisaires, dans le cas d'une indivision engendrée par le décès d'un parent exploitant.

Inéligibilités

Les installations visant majoritairement les activités suivantes sont inéligibles :

- Les activités piscicoles et aquacoles,
- Les activités équine et asines avec élevage minoritaire,
- Les activités d'élevage d'animaux domestiques de compagnie (usage non-agricole), à l'exception des chiens et des chats.

D'autres activités pourront être rendues inéligibles via les arrêtés d'appels à projets.

Les agriculteurs déjà affiliés à un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles à la date du dépôt de la demande d'aide sont inéligibles.

Conditions d'éligibilité

Les conditions d'éligibilité sont les suivantes :

1. Avoir réalisé un parcours à l'installation : être passé par le point accueil installation et avoir réalisé un plan de professionnalisation personnalisée et un plan d'entreprise ;

2. Couverture des jeunes agriculteurs en cas d'accident pendant les 4 ans d'engagement : souscription d'un contrat assurantiel « indemnité journalière de remplacement » ;
3. Être encore en activité au terme des 4 ans.
4. Réaliser une formation ou un accompagnement du type « point d'étape sur la mise en œuvre du plan d'entreprise » en année N+2 ;
5. Le revenu disponible agricole doit atteindre au minimum 1 SMIC en année 4. Lorsque le JA ne peut justifier d'un SMIC en année N+4, une dérogation est possible : 1 SMIC en moyenne sur les 4 années du PE. Ce point est contrôlé en fin d'engagement.

Bénéficiaires éligibles

Sont éligibles les personnes physiques répondant aux conditions suivantes :

- Être âgé de 20 ans minimum et de moins de 40 ans révolus (<41 ans) à la date du dépôt de la demande d'aides à l'installation. Seules deux dérogations à l'âge minimal sont autorisées pour les bénéficiaires d'au moins 18 ans :

1. Lors du décès d'un « parent exploitant », c'est-à-dire un parent du premier degré, un conjoint (lié par un PACS ou marié), un frère ou une sœur, un grand-parent, un oncle ou une tante du demandeur.

2. Lorsque le cédant avec lequel le jeune est engagé dans une démarche Start'Agri décède.

Dans le cas d'installation sans diplôme résultant d'une de ces deux dérogations, l'acquisition du diplôme devra figurer dans le plan de professionnalisation personnalisé et le diplôme être obtenu au maximum deux ans après la date d'installation.

- Être de nationalité française, ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ou ressortissant de pays non-membre de l'Union européenne en justifiant d'un titre de séjour les autorisant à travailler sur le territoire français. Ce titre de séjour doit couvrir la période couverte par l'engagement du demandeur.
- S'installer pour la première fois comme chef d'exploitation d'une exploitation à titre individuel ou comme associé-exploitant non salarié d'une société dans les conditions prévues à la section 4.1.5 du PSN.
- Justifier, à la date du dépôt de la demande d'aide, des critères de formation et des compétences minimales requis, attestés par la possession cumulée :

1. d'une formation et/ou d'une compétence requise dans les conditions prévues à la section 4.1.5 du PSN soit :

- a) être titulaire d'un diplôme agricole de niveau 4 ou supérieur (Bac pro, BPREA, BTA, etc.) ;
- b) ou être titulaire d'un diplôme de niveau 3 ou supérieur, quelle que soit la spécialité, ET prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois dernières années ;
- c) ou prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 40 mois au cours des cinq dernières années.

Des conditions plus restrictives pourront être retenues. Le cas échéant, celles-ci seront précisées dans les arrêtés de mise en œuvre.

2. d'un plan de professionnalisation personnalisé validé par le préfet de département ;

- Présenter un plan d'entreprise avec un projet de développement de l'exploitation d'une durée de quatre ans viable. Son contenu sera précisé dans les arrêtés d'appels à projets.

Les dispositions de la présente section sont applicables au jeune agriculteur qui s'installe, dans les conditions prévues à la section 4.1.5 du PSN, dans le cadre d'une société dont l'objet social est

l'exercice d'activités agricoles au sens de la section 4.1.1 du PSN. Dans ce cas, les aides à l'installation peuvent être attribuées à chaque associé.

L'installation en société doit, en outre, répondre aux conditions suivantes :

1. Le plan d'entreprise porte sur l'activité de la société et individualise la situation financière ainsi que les responsabilités confiées au jeune agriculteur ;
2. Le plan d'entreprise conclut à la viabilité de la société ;
3. Les statuts de la société présentés par le bénéficiaire démontrent :
 - a) qu'il détient au minimum 10 % des parts sociales de la société ;
 - b) qu'il a la qualité d'associé exploitant ;
 - c) qu'il exerce un contrôle effectif et durable sur la gestion de la société, seul ou conjointement avec d'autres agriculteurs.

Cas particulier d'une installation en société sans associé cotisant ATEXA

En référence à la section 4.1.5 du PSN, dans le cas particulier d'une installation en société sans associé cotisant ATEXA (type SAS), le jeune agriculteur doit détenir au moins 40 % des parts sociales de la société et relever du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM, à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 (exploitations de culture et d'élevage).

Précision concernant le Plan de Professionnalisation Personnalisé

Pour les candidats qui souhaitent déposer une demande d'aide DJA à partir du 01/01/24, le PPP a une période de validité de 24 mois à partir du début de sa date de validité.

La durée de validité du PPP sera prolongée de manière à couvrir la période de transition en cas de changement de réglementation.

Acquisition progressive du diplôme

L'acquisition progressive du diplôme est ouverte uniquement à l'acquisition du diplôme de niveau 4 agricole. Le candidat devra se trouver dans une situation d'urgence (cf. situation permettant de s'installer avant l'âge de 20 ans) et disposer d'un plan de professionnalisation personnalisé agréé mentionnant notamment l'acquisition du diplôme

Lignes de partage PSN

Il n'existe pas de risque de double financement entre cette intervention et une autre intervention du PSN.

Lignes de partage FESI

Il n'existe pas de risque de double financement entre cette intervention et une autre intervention soutenue au titre des FESI.

Il n'existe pas de risque de double financement entre cette intervention et une autre intervention soutenue au titre d'un régime d'aides d'Etat.

Nature et montant de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

Montant de l'aide

Le montant de la DJA est composé de deux variables cumulables :

- Le montant de base ;
- Trois modulations cumulables.

Montant de base

Le montant de base est composé d'un montant variable correspondant en moyenne à 75% du montant unitaire planifié (MUP), soit 30 000 €. Il est calculé en fonction de deux éléments :

- Siège d'installation par rapport à la carte régionale de déprise de population et d'emploi ;
- Conduite d'au moins un atelier en agriculture biologique, ou présence d'une production agricole peu représentée au niveau régional : ensemble des productions agricoles végétales et animales à l'exclusion des productions bovins (hors bisons), grandes cultures (céréales, protéagineux et oléagineux), et vigne. Ce point est attribué lorsque le chiffre d'affaires provenant d'une production peu représentée au niveau régional est significatif (minimum 25% du chiffre d'affaires) par rapport au chiffre d'affaires total.

Le montant de base peut varier entre – 15 % et + 15% de 30 000 €, en fonction des critères énoncés ci-dessus. Le montant de base minimal est de 25 500 €, et le montant de base maximal est de 34 500 €.

Tableau de référence pour le calcul du montant de base (nombre de points attribués) :

Critère de variation du montant de base	Oui	Non
Zone en déprise de population et d'emploi	2	0
Filière peu représentée au niveau régional ou atelier conduit en agriculture biologique	1	0
Total		

Tableau de correspondance pour le calcul du montant de base :

Point(s) obtenu(s)	Montant socle correspondant (en €)
0	25 500
1	28 500
2	31 500
3	34 500

Modulations

Le montant de base est complété par 3 modulations cumulables :

- **Modulation « valeur-ajoutée » : 5 000 €**

Pour bénéficier de cette modulation, le candidat à l'installation doit remplir 1 des 2 conditions suivantes :

1. Création ou reprise d'un atelier de transformation ou commercialisation en vente en circuits courts.
2. Création ou reprise d'une production sous signe d'identification de qualité et d'origine (SIQO).

- **Modulation « agroécologie » : 5 000 €**

Pour bénéficier de cette modulation, le candidat à l'installation doit réaliser 2 des 4 actions suivantes :

1. Réaliser un audit bas carbone niveau 2, audit performanceS, audit transition.
2. Engagement dans une démarche remarquable (GIEE agréé ou PEI 2023-2027) sur la thématique agroécologie, autonomie, résilience de l'exploitation agricole.
3. Création ou reprise d'un atelier de production en production agriculture biologique.
4. Réalisation de formation relevant de l'axe 3 du plan stratégique 2021-2026 de VIVEA.

- **Modulation « implication dans une démarche collective » : 2 500 €.**

Pour bénéficier de cette modulation, le candidat à l'installation doit réaliser 3 des 5 actions suivantes :

1. Faisabilité : présentation du projet d'installation en commission départementale professionnelle
2. Vivabilité : adhésion à un service de remplacement ou un GEAR.
3. Efficacité au travail : adhésion à une CUMA.
4. Sanitaire : adhésion à un organisme à vocation sanitaire (GDS pour les productions animales, ou FREDON pour les productions végétales).
5. Innovation : adhésion à un GEDA, CETA, à Bio Bourgogne-Franche-Comté, au réseau DEPHY ou groupe de réflexion 30 000.

Calcul du montant de la subvention

Plancher

25 500 €

Plafond

47 000 €

Modalités de mise en œuvre

Cette intervention est mise en œuvre via des appels à projets.

Modalités de versement et engagements du bénéficiaire

Le cofinancement est assuré en paiement associé.

L'aide est versée selon les modalités suivantes :

Forme d'installation	1er acompte	2nd acompte	Solde
Installation à titre principal	80%	-	20%
Installation à titre secondaire	80%	-	20%
Installation progressive	50%	30%	20%
Installation avec acquisition progressive du diplôme	50%	30%	20%

Les conditions précises de versement de chaque tranche seront précisées dans les arrêtés d'appels à projets et dans les notices.

Le bénéficiaire de la DJA s'engage notamment à :

1. Commencer à mettre en œuvre le plan d'entreprise au plus tôt à la date de dépôt de la demande d'aide et dans un délai maximal de douze mois à compter de la décision d'octroi d'aide et de vingt-quatre mois à compter de la date de validation du PPP ou d'agrément en cas d'acquisition progressive de la capacité professionnelle agricole du plan de professionnalisation personnalisé ;
2. En cas d'installation progressive, ne plus relever, au terme de la quatrième année de réalisation du plan d'entreprise, du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles prévu au deuxième alinéa de l'article L. 722-6 ; autrement dit ne plus relever de la dérogation qui avait été accordée précédemment ;
3. Exercer l'activité de chef d'exploitation agricole pendant une durée minimale de quatre ans à compter de la date d'installation. L'exercice de l'activité de chef d'exploitation est apprécié au regard de deux critères : l'affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles et le respect des conditions définies dans le cas de l'installation du JA dans une société ;
4. Réaliser les travaux de mise en conformité des équipements repris qui sont exigés par la réglementation relative à la protection de l'environnement. Par ailleurs, un diagnostic sur la capacité de stockage des effluents sera demandé au moment du solde de l'aide dans le cas d'une installation en élevage ;
5. Se conformer aux obligations liées aux vérifications et contrôles administratifs relatifs à la mise en œuvre du plan d'entreprise ;
6. Tenir pendant quatre ans une comptabilité de gestion certifiée par un comptable agréé ou attestée par une association de formation collective à la gestion (AFOCG) et la transmettre aux autorités compétentes ;
7. S'installer et réaliser son projet conformément au plan d'entreprise et informer l'autorité compétente des changements dans la mise en œuvre du projet ;
8. Respecter les conditions liées aux modulations du montant de la dotation jeunes agriculteurs.

Modalité de sélection des dossiers

Les projets sont sélectionnés régionalement à la suite d'appels à projets.

La sélection s'opère en priorisant les dossiers selon les critères et principes suivants :

- Le projet d'installation ;

- L'autonomie de l'exploitation agricole au regard des moyens de production ;
- L'effet levier de l'aide au démarrage, évalué au regard du revenu professionnel global dégagé en fin de PE ;
- La contribution aux objectifs transversaux d'innovation, de protection de l'environnement et d'adaptation au changement climatique.

Rattachement de l'intervention au Plan Stratégique National

Fiche PSN à laquelle cette intervention est rattachée

75.01 Aides à l'installation du jeune agriculteur

Comité régional de suivi ayant validé cette fiche

Version 1 – Comité régional de suivi du 17 octobre 2023

Version 2 – Consultation écrite du Comité régional de suivi du 4 au 22 mars 2024

Version 3 – Consultation écrite du Comité régional de suivi du 29 novembre au 11 décembre 2024